

BUREAU de la LIQUIDATION
DOCUMENTS
DO IER
N° 14.005

24.12.155/3 14005

(1943-1953)

Impôts directs (patente, foncier, etc)

Impôt sur le revenu.

COPIE

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
de la Conférence des SERVICES ADMINISTRATIFS et FINANCIERS
du 10 SEPTEMBRE 1953

.....
IV - RETENUE PAR PRECOMPTE DE LA TAXE PROPORTIONNELLE FRAPPANT LES
INTERETS DES BONS DE CAISSE
(suite P.V. du 30 juillet 1953 - question 1/2)

Le Service X, après examen, estime que les billets à ordre émis par la S.N.C.F. devraient être assimilés à des bons de caisse: ce sont en effet des reconnaissances de dette correspondant à des prêts et portant intérêts. La S.N.C.F. aurait donc, d'une part, à régler à l'Administration l'impôt cédulaire sur les intérêts en cause et; d'autre part, faire la déclaration à l'Administration du nom des bénéficiaires desdits intérêts.

En tout état de cause, d'ailleurs, un arrêté doit intervenir avant la mise en application des dispositions nouvelles.

Le Service X examinera si le paiement par la S.N.C.F. de l'impôt cédulaire exonérerait les souscripteurs de l'obligation de payer les taxes sur le chiffre d'affaires. La question sera revue à une prochaine conférence.

.....

Juillet 1943

Crédit : Comptabilité générale
Débit : Exploitation Sud-Est

Frs 68,-

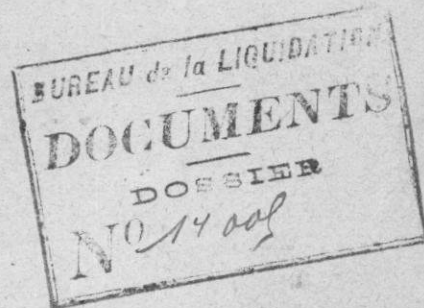
Montant de l'impôt de 30% perçue au profit
du Trésor sur la somme de 226,- intérêts à 4%
pendant 203 jours sur un capital de 10.000 frs

68,-

Cette somme de 68 frs a été déduite de l'indemnité
payée - Condamnations prononcées par jugement
du Tribunal Civil de la Seine le 21.12.42

Affaire SAVARIT-DESART - Service du Contentieux
Bureau CA I- Dossier 6085 BC -
Région du Sud-Est - Exploitation Publicité
D. N° 6 Division 46 - 3I P
9ème Section P 206.887 -

Paris le 5 Aout 1942



D'après M. Lemon, ces intérêts sont possibles
dans l'état actuel des choses

*D'après réponse de ce jour 31/3/43
M. Brochant a déclaré que l'imputation
intérêts moratoires n'est pas dû. < JGC >*

La facture litigieuse a été reçue par le service
émetteur qui a apposé les timbres fiscaux sur la
quittance et qui, désormais, procède correctement!!

La question se trouve donc réglée jusqu'à
ce que nous recevions la réponse de M. Brochant.

Si M. Brochant nous indique que les
intérêts moratoires ne sont pas possibles, il y aura
lieu de donner des instructions en conséquence aux
services.

Dans le cas contraire, se posera la question
de la restitution au fisc des sommes indûment
conservees par la SNCF.

27.VIII-43

Blum

- (1) L'Ex. S.E ne rééditant la C^{te} G^{te} qu'avec la pensée
que cette dernière se chargerait du versement au fisc de
l'impôt. Cette façon erronée de procéder remonte à
3 ans.

13 AOU 1943

Division Centrale

de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Ecritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3 N° 439

Monsieur le Chef
de l'Inspection Générale des Comptabilités
-----Objet : Impôt de 30% sur le Revenu des Créances.

Par facture N° CG 7/42 P/TR du 5 Août 1943 dont copie ci-jointe, le Service de l'Exploitation de la Région Sud-Est (Division Commerciale) a crédité la Comptabilité Générale d'une somme de 68 frs, représentant le montant de l'impôt de 30% perçu au profit du Trésor sur des intérêts dus par la S.N.C.F. pour retard dans le règlement d'une indemnité.

Or les crédits de cette nature ne devraient pas être facturés à la Comptabilité Générale, mais donner lieu, pour un montant égal, à l'apposition de timbres fiscaux sur la pièce attestant le règlement.

Le Service questionné m'a fait connaître que ce crédit n'était pas exceptionnel, mais qu'habituellement les sommes retenues au titre de cet impôt ne faisaient pas l'objet d'une facture spéciale, mais étaient comprises dans sa facture mensuelle, et imputées sur ses indications au Chap I Art 9 § 5.

Cette façon de procéder ayant pour résultat de faire bénéficier le compte d'Exploitation des sommes retenues et de ce fait de mettre la S.N.C.F. en fâcheuse position vis-à-vis du fisc, je vous laisse le soin de juger s'il ne serait pas opportun de faire opérer une enquête dans les services pour s'assurer que cet impôt est régulièrement acquitté.

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ECRITURES GÉNÉRALES

H. Zing

2 questions à voir
1° N. agit-il pas d'intérêts moratoires
qui devraient être étatisés.
2° Question posée par N. Lopyriane - Parguier
sur l'impôt sur le revenu il peut acquiescer?

620

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE
DE LA
COMPTABILITE GENERALE

CLASSEMENT DES DOSSIERS ET DOCUMENTS

du Bureau de la LIQUIDATION

FICHE DE REMPLACEMENT

DOSSIER - N° 14.005

INTITULE : *Questions fiscales. Impôts S.N.C.F. Impôts directs (patente, foncier, etc.) Impôt sur le revenu*

*Dossier Impôt sur le revenu
des titres*

CLASSE AU DOSSIER N° 14.102

*Questions fiscales. Impôts S.N.C.F.
Impôt sur titres. Impôt sur le revenu
aux remboursements totaux ou partiels
effectués par les Sociétés.*

REMIS A M

le 19

SIGNATURE DE LA PERSONNE

AYANT EFFECTUE LE RETRAIT :